

LES HARKIS, CES OUBLIÉS DE L'HISTOIRE

« Les harkis, ce magma dont il faut se débarrasser sans attendre » - De Gaulle, lors du Conseil des Ministres du 4 Mai 1962 – (rapporté par Alain Peyrefitte)

Héros pour les uns, traîtres pour les autres, l'histoire des harkis est mal connue des Français. Dans le langage courant, on désigne aujourd'hui sous le nom de *harkis* toutes les catégories de supplétifs de la guerre d'Algérie : harkis, moghaznis, Groupes Mobiles de Sécurité, Groupes d'autodéfense, unités territoriales et auxiliaires de la gendarmerie, à l'exclusion des appelés et des militaires sous contrat.

C'est en janvier 1955 que, pour les besoins de guerre d'Algérie, virent le jour les premières unités musulmanes.

A partir de 1957, las de la tyrannie du FLN qui multiplie les sévices à l'encontre des populations autochtones du bled : enlèvements, rançons, égorgements, razzias sur les douars, sévices multiples et raffinés, les habitants vont se soulever et rejoindre en masse l'armée française.

En décembre 1958, à l'initiative du général Challe, le nombre des harkis passera de 28 000 à 60 000. Ils formeront d'efficaces groupes de combat œuvrant au plus près des soldats d'élite, paras, légionnaires et commandos.

En 1959, 6 000 d'entre eux seront affectés dans les Commandos de Chasse créés dans chaque Secteur pour éliminer les rebelles qui ont échappé aux opérations du Plan Challe. Par ailleurs, 2000 douars représentant 55 000 hommes armés, seront placés en autodéfense, soit un total de 223 000 soldats autochtones qui combattront sous l'uniforme français avec une efficacité et une ardeur reconnues de tous...

Fin 1958, la guerre est pratiquement terminée sur le terrain. Le FLN, exsangue, ne se maintient plus que par ses attentats sournois et barbares. R. MADAOUI, alors officier de l'Armée de Libération Nationale (ALN), rejoindra, comme sous-lieutenant, une unité régulière de l'armée française dans l'Ouarsenis puis, plus tard, les rangs de l'OAS. Il écrira : *« L'espoir est si grand que la Wilaya IV (la sienne) pavoise aux couleurs de la France, que les rebelles cessent les attentats et déposent leurs armes devant les mairies »*. Ainsi, les fellaghas, eux-mêmes, sûrs de leur impuissance, brandissent des drapeaux français dans leurs repaires...

L'ex-officier de l'ALN, Ali BOUZIANE, qui rejoindra les harkis du fameux *« Commando Georges »*, unité créée par le Colonel BIGEARD, écrira sur ce point : *« La population, qui était notre raison de combattre et notre soutien, nous abandonne. J'ai confiance en De Gaulle, et mes frères dans le maquis aussi. Nous avons été trompés, et l'Algérie heureuse, nous la ferons avec lui »*.

De Gaulle, désormais installé à l'Élysée, reçoit le Bachaga BOUALAM qui lui dit : *« Mon général, donnez-moi 500 000 harkis, et vous pouvez renvoyer tous les appelés chez eux ; je vous garde l'Algérie à la France. »* De Gaulle ne répondra mot et, contre toute attente, se prononcera pour *l'intégration*, solution utopique à laquelle ni les Musulmans, ni les Européens, ni les militaires, ne croient.

Le 19 janvier 1960, recevant exceptionnellement les élus d'Algérie, de Gaulle les sidéra en déclarant avec une certaine hauteur : **« L'intégration est une connerie, d'ailleurs, l'armée ne fait que des conneries ! »** Et, toisant insolemment le député musulman M'hamed Laradji, il ajouta avec un mépris glacial : **« Les Musulmans ne seront jamais des Français ! »**.

Laradji qui eut dix membres de sa famille assassinés par le FLN soutint le cynisme de de Gaulle en insistant sur le fait que la politique menée par le Chef de l'Etat allait faire souffrir les Algériens pro-français... ce à quoi, la « *grandeur gaullienne* » répondit sèchement : « ***Eh bien, vous souffrirez !*** ».

Le 10 juin 1960, le colonel de l'ALN, SI SALAH, chef de la wilaya IV (Algérois), décide de faire un putsch contre le GPRA et, reçu avec ses adjoints, les commandants Si Mohamed et Lakhdar à l'Elysée par De Gaulle, ils lui annoncent la reddition dans un premier temps des trois quarts des combattants de l'ALN. Mais De Gaulle, ne voulant déjà plus entendre parler de l'Algérie française, leur opposera une fin de non recevoir et ses services, par la voix d'Edmond Michelet, informeront le Ministre des Affaires extérieures du GPRA, Krim Belkacem, de cette proposition de reddition. Commencera alors une purge sanglante au sein de leurs partisans qui ne connaîtront aucune clémence de la part des « *frères* » installés en Tunisie. Le secret de cette entrevue avec le Maître de l'Elysée devant être rigoureusement gardé, tout sera mis en œuvre pour éliminer définitivement les derniers témoins et Si Salah et Si Mohamed seront tués par les troupes françaises dans des conditions plus que curieuses...

Dès lors, cette affaire qui se présentait comme une immense occasion pour apporter une paix française à la guerre d'Algérie, se terminera dans le sang et demeurera la grande énigme de ce conflit.

Après l'échec du putsch d'avril 1961, les harkis, soucieux, désemparés et amers, répèteront inlassablement à leurs chefs : « *Il fallait déclarer la mobilisation générale en Algérie, faire une levée en masse de harkis, renvoyer tous les appelés chez eux, et on avait le monde entier avec nous.* »

Mai 1961, nouvelle décision désastreuse du général président qui atterrera les Musulmans fidèles à la France : La *trêve unilatérale* accompagnée de la libération de 6000 fellaghas. Dès lors, l'ALN exsangue, forte de ces renforts successifs, va se reconstituer et reprendre de plus belle ses actions meurtrières sans réelle opposition des troupes françaises, privées par ailleurs d'une partie de leurs unités d'élite dissoutes au lendemain de l'échec du putsch. A partir de ce moment, les supplétifs comprendront que, pour eux, c'est la fin... et les premières désertions verront le jour.

Cependant, avec une inconscience révoltante, les déclarations officielles continuaient de pleuvoir. Dans une homélie fracassante, le général Gambiez s'écriait à l'adresse des harkis : « *Vous avez mené le bon combat. Soyez sans crainte, la France ne vous abandonnera pas !* » Et dans une déclaration aux cadres, Pierre Messmer, le ministre des armées, affirmait avec solennité : « *Pour rassurer ceux qui combattent et se sont engagés à nos côtés, nous devons leur répéter la volonté de la France de n'abandonner aucun de ses enfants.* »... Cela s'adressait aux Musulmans servant sous l'uniforme français.

Pourtant le dégagement militaire avait commencé depuis le mois de juin 1961 par le rapatriement de deux premières divisions et l'évacuation de 1000 postes de protection de la population du bled. Mais afin de rassurer les consciences, on continuait d'assurer avec une apparente conviction qu'en aucun cas la population civile n'aurait à souffrir de ces mesures ou à voir sa sécurité diminuer...

Quel leurre !... Pauvres Musulmans ! Vous avez accepté de servir dans les groupes d'autodéfense ou les unités combattantes, vous êtes devenus des harkis, c'est-à-dire, soldats de la France : vous serez égorgés, tués à la hache, ébouillantés, coupés en morceaux ; vous aurez les yeux crevés, les mains coupées, vous serez traînés dans les rues sous les huées d'une foule déchaînée et vous périrez après d'horribles tortures !

Ah ! Quelle déchéance et quelle souffrance de mourir ainsi en sachant combien cette France qu'ils avaient tant aimée était veule, combien elle était lâche devant la fourberie, la trahison et le despotisme...

Ce fut l'un des grands mensonges de ce drame algérien qui en avait vu tant, mais d'autant plus odieux qu'il couvrait l'abandon et la mort d'innombrables Musulmans livrés à la vengeance du FLN.

Mais qui aurait pu penser, en Métropole, que depuis sept ans des soldats Musulmans pourchassaient sans répit les fellaghas, que depuis sept ans ils mouraient pour la France et l'Algérie française... et que depuis des mois on cherchait à faire oublier –comme jadis en Indochine- leur existence ?

Mais comment cacher qu'en nombre croissant, ces Musulmans fidèles rejoignaient les combattants de la cause française... c'est-à-dire, l'OAS ?

Si les sphères dirigeantes ne savaient plus comment cacher cette nouvelle situation, le GPRA n'ignorait pas qu'il ne pourrait leur imposer son autorité que si auparavant, l'armée française les avait désarmés.

Du coup, l'Elysée prit peur. Il fallait à tout prix désarmer ces hommes trop zélés qui s'imaginaient encore pouvoir rester français...

Et ce fut, alors, l'ignoble campagne de désarmement, la conclusion du pacte tacite entre le Pouvoir et le FLN...

Après avoir évacué les postes militaires du bled et les avoir remis, intacts, aux ennemis d'hier, la troupe reçut l'ordre de désarmer les autodéfenses. Pour ces pauvres gens qui avaient eu confiance en la parole de la France et en ses officiers, la restitution des armes signifiait la mort à plus ou moins brève échéance...

Sans doute, que les militaires avaient reçu des ordres stricts. Sans doute, ils se devaient d'obéir à ces ordres. Mais le serment de jadis de conserver l'Algérie à la France et de protéger cette population n'avait-il pas été également prononcé ?

Le vieil honneur qui vous lie à une parole est-il une chaîne dont il est loisible de couper les anneaux ? La vie est bien longue à celui que trouble le remords...

Dès lors, désarmés, livrés sans défense à la vindicte du *vainqueur*, le génocide des harkis commençait...

Et dans toute l'Algérie on fusilla après avoir torturé, on mura dans des bâtisses de pierres, on enterra vivants, on brûla sur des bûchers, on flagella, on égorgea, on roua de coups des victimes enfermées dans des sacs, membres liés.

Dans le Nord-Constantinois, des femmes tuèrent même des captifs à coups de dents !...

Dans le bled où le drapeau vert et blanc remplaçait désormais le tricolore, les Musulmans qui avaient toujours été fidèles à la France s'accrochaient désespérément aux camions militaires français et, à bout de force, tombaient en pleurant dans la poussière de la route. Ce sont des images que seuls ceux qui ont une conscience ne pourront de si tôt oublier...

Et l'horreur de la situation devint telle que le Lieutenant de Vaisseau Cucherat rejoignit les rangs de l'OAS et résuma dans un cri d'indignation à l'adresse des officiers français toute cette tragédie :

« Il n'y a pas en ce monde d'expiation qui puisse ressusciter les harkis ébouillantés, effacer les mutilations des suppliciés... réparer le suicide des pères désespérés, ou guérir les vieillards conduits à la folie par votre trahison et votre lâcheté. Il n'y a pas de drogue qui puisse endormir en vous cette honte et ce remords qui vous empêcheront de plus regarder jamais dans les yeux, à supposer qu'ils vivent encore, le chef de votre ancienne harka, ou le maire de votre regroupement, et tous ceux qui

avaient cru en votre parole, s'étaient engagés derrière vous et à qui vous avez menti... »

José CASTANO

e-mail : joseph.castano0508@orange.fr

NB : Alors que les « gogos de service » commémorent toujours « *l'appel du 18 juin* », et le « **19 mars 1962** » (date du cessez-le feu en Algérie), il est bon de rappeler les ordres criminels donnés par de Gaulle lors des séances du *Comité des Affaires Algériennes*, qu'il présida de 1959 à 1962. Ceux-ci furent rapportés par son conseiller, Raymond Aron, dans ses mémoires « *50 ans de réflexion politique* » (p.388 – Julliard) : « **les harkis, pour la plupart, furent livrés à la vengeance des vainqueurs sur l'ordre peut-être du général de Gaulle lui-même qui par, le verbe, transfigura la défaite et camoufla les horreurs...** ». Cette action criminelle fut dénoncée au Parlement dès mai 1962 par le Bachaga Saïd BOUALEM, Vice-président de l'Assemblée Nationale, et par le Professeur Maurice Allais, Prix Nobel d'Economie, dans son ouvrage « *L'Algérie d'Evian* » (*L'Esprit Nouveau* - mai 1962). Le président algérien **Abdelhaziz Bouteflika** a reconnu ce massacre en déclarant sur Radio-Beur FM, en octobre 1999, parlant de la répression contre le *GIA* : « **Nous ne faisons pas les mêmes erreurs qu'en 1962 où, pour un harki, on a éliminé des familles et parfois des villages entiers** ». (« *La Croix* » du 17 juin 2000).

-o-o-o-o-o-o-o-

4^{ème} Colloque du Cercle algérianiste du GERS – 15 et 16 Octobre 2016
qui évoquera, entre autres, le martyr des harkis

Théâtre de Condom - 1 rue de la République - 32 100 CONDOM
Parking sur les quais

Programme adressé, via internet, sur simple demande

Renseignements : 06 30 37 00 41 – Courriel : marie-paule.garcia3@orange.fr
Ou belmonte-georges@wanadoo.fr

-o-o-o-o-o-o-o-

Mon blog cliquer sur : - [Mon blog](#) –

Ma biographie, cliquer sur : - [Ma Biographie](#) –

Mes ouvrages, cliquez sur : -[Ma Bibliographie](#) –